

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 18 JANVIER 1979 - N° 834

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Contre offensive khmère : les combattants reprennent Kompong-Som

Mardi, les forces du Kampuchéa démocratique ont repris le contrôle de la ville de Kompong Som, le seul port en eau profonde du Cambodge. Les combats ont fait rage toute la nuit de mardi à mercredi. D'importants bombardements ont été accomplis par les MIG vietnamiens. D'autres combats se poursuivaient dans le golfe de Thaïlande. D'autre part, la radio, *la Voie du Kampuchéa démocratique* a repris ses émissions dans la journée de mardi. Tandis que se développe une contre offensive khmère, le gouvernement thaïlandais a annoncé qu'il était fermement opposé à une présence militaire vietnamienne à la frontière de son pays.

Lire en page 6

Débarquement israélien repoussé au Sud-Liban

Les troupes israéliennes ont organisé un raid avec 300 hommes en territoire libanais au Sud de Tyr. Cette opération accompagnée de violents bombardements, a été vigoureusement repoussée par les forces palestiniennes qui se trouvaient sur place. L'OLP a annoncé que les «agresseurs avaient subi des pertes humaines». Cette agression illustre le propos tenu par l'ambassadeur israélien à l'ONU, qui avertissait qu'Israël prendrait des «mesures» pour compléter ce qu'il estime être la tâche des forces de l'ONU : écraser la résistance.

L'incendie de l'îlot Chalon

Lire notre reportage p. 8

LES CALCULS CYNIQUES DE BARRE 11 000 emplois en 3 ans pour 1 800 000 chômeurs



Le professeur Barre fait la leçon aux chômeurs : qu'ils se contentent de ce qu'il veut bien leur jeter.

Spectacle révoltant sur TF1 hier au journal de 13 heures. Barre étalant son mépris, son discours insipide et cent fois rabâché sur l'«effort».

Interrogé complaisamment par le très dévoué Mourouzi, le Premier ministre a ainsi occupé le petit écran une bonne vingtaine de minutes. Pour dire quoi ?

Qu'on en juge : 11 600 emplois seraient créés en trois ans, dont la moitié sur le Nord. Outre la minceur extrême du chiffre et le long délai d'application qui réduiront à rien ces mesures, il y a quelques remarques à faire. D'abord, Mauroy semble bénéficier de la manne gouvernementale plus que les autres ; ensuite, il y a parmi ces «créations d'emplois» des transferts du secteur tertiaire qui viendront avec leurs employés ; enfin il s'agit dans de nombreux cas de probabilité et non de certitude.

Tout cela ressemble bien plus à une opération publicitaire montée par les services du Premier ministre. En tout cas, le caractère provocateur de l'opération n'aura échappé à personne.

Dans les rues des villes iraniennes LE SHAH DÉBOULONNÉ

Lire en page 5

VIVE LA REVOLUTION IRANIENNE
POUR LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE POPULAIRE

MEETING

LE JEUDI 18 JANVIER 1979

A 20 h 30

A LA MUTUALITE

(métro Maubert Mutualité)

Expo photo-diapos-films

(manifestation populaire en Iran)

meeting organisé par l'U.E.I.F. (C.I.S.N.U.)

et soutenu par :

CPROPV, OCF ml, PCML, PCR ml, UCF ml



LES SIDERURGISTES LORRAINS FACE AU CHÔMAGE (2)

UNE VOLONTE DE LUTTE INDENIABLE

Reportage de Richard FEUILLET

Le chômage en Lorraine atteint des proportions insupportables. Après avoir fait miroiter des «solutions» aux fermetures d'usines sidérurgiques, les capitalistes sont en mal de propositions aujourd'hui. On avait dit d'attendre, que l'on trouverait des solutions pour reconverter, muter... Et puis, il ne fallait pas perdre espoir... peut-être que ça repartirait ! Mais rien de tout cela. A Thionville, c'est fermé ! Ailleurs on continue de jeter les travailleurs à la rue. Alors les promesses...

Les illusions tombent progressivement. Maintenant que faire ? Il n'y a que la lutte ! Oui, mais ce n'est pas si simple ; c'est difficile de lutter contre le chômage. En tout cas, ceux qui ont fait patienter pour attendre mars 78 en promettant que tout s'arrangerait quand ils seraient au pouvoir... Aujourd'hui, ils n'ont pas grand chose à proposer ; il n'y a pas d'échéances électorales proches. Ça aussi, ça change la situation. Cette situation complexe où la volonté de lutter progresse.

On a vu l'exaspération des sidérurgistes se concrétiser dans des actions massives. C'est le cas de la journée «ville morte» du 19 décembre à Longwy, qui a regroupé 25 000 personnes. Si une action de cette ampleur a pu avoir lieu, c'est bien parce que l'importance du plan de restructuration d'Usinor-Chiers-Châtillon sur Longwy entraînera la suppression de nombreux emplois dans d'autres secteurs d'activités comme la SNCF, transports... travailleurs qu'on a remarqué au côté des sidérurgistes à la manifestation du 19.

Massives ont aussi été les actions menées au sein même des usines sidérurgiques : les plans de licenciement touchant la quasi-totalité des travailleurs amènent en retour une lutte plus unie brisant la division par ateliers.

Ainsi, à la Chiers, chose rarement vue, des débrayages de 500 travailleurs (soit l'équipe entière) ont eu lieu pour aller occuper le comité d'entreprise (annonçant les 1 500 licenciements), durant deux heures.

L'ampleur de la crise amène aussi à donner un caractère plus dur à la lutte : «C'est le cas du blocage des routes face à l'ampleur de l'attaque» souligne un ouvrier, «on est amené à rechercher des formes de lutte qui fassent du bruit». Le blocage des routes, que beaucoup d'ouvriers voulaient durcir pour cela, a fait mal économiquement à plus d'une entreprise, malgré le temps court qu'ils ont duré.

Contre l'inertie des directions syndicales

Outre les formes qu'elle prend, une des caractéristiques de la situation en Lorraine, c'est que l'ampleur et l'urgence de la lutte à mener amène bien souvent les travailleurs à être confrontés aux directions syndicales, à passer outre leur inertie et même de s'y opposer de front.

A Usinor Longwy, à 3 reprises, des milliers d'ouvriers ont empêché trois comités d'entreprises successifs chargés d'entériner les plans de licenciement. Là, les dirigeants cégétistes ont réussi à empêcher la «retenue» du patron et le blocage des voies d'accès à l'usine, voulue par la masse des sidérurgistes, initiatives soutenues par la CFDT.

Par contre à la Chiers, alors que les dirigeants CGT proposaient depuis un mois simplement de «sensibiliser» (sic) les travailleurs et de faire pour cela du «travail syndical dans les ateliers», les adhérents de la CGT sont de tous les débrayages appelés par la CFDT.

Forum permanent

Autre caractéristique du mouvement actuel, l'insistance des dirigeants CGT, membres notoires du PCF à dénigrer les actions des militants CFDT, pour l'essentiel extérieures aux usines et qui sont qualifiés de «gauchistes». Il s'agit notamment du S.O.S. installé en haut du crassier de Longwy et du bivouac planté au pied du crassier.

«Cette initiative spectaculaire visant à alerter l'opinion est absolument nécessaire (nous nous en chargerons) disent-ils dans un tract)... mais ce ne sont

gistes et la population qui a, à ce propos, était conviée dernièrement à une journée «portes ouvertes» du crassier. Cela permet donc de «sortir la lutte de l'usine», élément important pour une riposte victorieuse.

Ne pas s'enfermer dans les usines

A l'opposé, la proposition des dirigeants PCF dans la CGT de lutter usine par usine, c'est-à-dire là «où concrètement, nous empêcherons que soit enlevé le moindre boulon», on a beaucoup moins de prise que ces deux dernières années dans la mesure où, fondamentalement, la tactique de licenciement entreprise par entreprise sur laquelle elle s'appuyait connaît de sérieuses limites. C'est à la fois la Chiers et Usinor qui sont touchés aujourd'hui à Longwy. «Nous ne sommes plus à Thionville où le PC nous a isolés des autres usines, du fait qu'elles n'étaient pas touchées», on s'appuyant sur l'individualisme que cela devrait dans chaque usine.

Ne pas «s'enfermer dans les usines» ne veut pas dire les abandonner mais les travailleurs sont d'autant plus méfiants de

que ça veut dire. A Thionville, le jour où Krasucki est venu, il a répété le mot d'ordre et il a parlé... devant personne, les gars de l'usine étaient déjà à Longwy pour une bonne partie ou alors dans la nature.»

La direction CGT à Usinor, aux mains du PCF, peut difficilement imposer aujourd'hui aux travailleurs de se cantonner chacun dans son usine : par voie de conséquence, elle peut plus difficilement dissuader ses militants, y compris des militants du PCF de participer à une action que permet au contraire l'unité entre les travailleurs et la population.

Démissions dans le PCF

Cela a été le cas pour l'initiative importante du barrage de Longwy, que la direction cégétiste a dû accepter, poussée par sa base. La seule solution qui lui restait pour casser une des plus importantes actions menées par les sidérurgistes depuis un mois et demi, sera alors le sabotage. Celui-ci consistera dans un premier temps à rendre complètement inefficace les barrages, en faisant des barrages symboliques, puis à tout bloquer

voulant passer à un barrage, s'entendra rétorquer par plusieurs travailleurs et militants PCF : «Tu veux passer ? Tu imagines peut-être être le représentant du peuple ?» L'attitude des dirigeants du PCF, face à des barrages a été pour plusieurs militants la goutte d'eau qui fait déborder la coupe : une bonne dizaine, le jour des barrages, ont démissionné.

«C'est depuis le départ qu'ils ont cette attitude. Oui, on a discuté en cellule, raconte ce militant du PCF (qui a rendu sa carte sur les routes barrées), de ce qu'il fallait faire, mais seulement c'était pas concret. Ce n'était pas : «Le bassin de Longwy doit vivre», non c'était : «on avait dit... maintenant, il faut nationaliser la sidérurgie», c'est toujours les mêmes choses qu'ils mettent en avant.»

«Vu la situation du bassin, c'est le moment de lutter, si le PCF était un parti fait pour la lutte, il se serait mis tout de suite au combat, il devrait aider tout le bassin à partir à la bataille. Quand j'ai été les voir encore dernièrement, je leur ai demandé : «Mais qu'est-ce qu'on fait ?» Ils m'ont dit : «On ne fait rien, on attend...»

«Tu regardes les actions du PC dans les années 30, 40, ils avaient des réactions même beaucoup plus dures que celles qu'on a ici. Maintenant, ils se battent à coups de tracts ou de débats télévisés. C'est pas à coup de débats télévisés qu'on fera vivre le bassin de Longwy.»



Un barrage routier

pas les actions isolées de l'extérieur de l'usine qui feront la décision. C'est dans l'usine que nous gagnerons». Pensant sans doute que les militants CGT étaient d'accord, il y a quelque temps on faisait plutôt comme, les dirigeants PCF dans la CGT omettaient comme par hasard de parler de cette initiative durant 48 heures. Dans le syndicat, la réaction ne se faisait pas attendre : de nombreux militants cégétistes démissionnaient et venaient au crassier, y compris des militants du PCF.

Le crassier, transformé en forum permanent, permet depuis plusieurs semaines, par les rencontres, de renforcer les liens et discussions entre travailleurs de différentes usines, entre sidérur-

cette tactique aujourd'hui qu'ils en font l'expérience, du moins plus du millier de travailleurs anciennement de Thionville, et qui travaille aujourd'hui à Longwy.

«Dire que c'est concrètement dans l'usine qu'on peut s'opposer à ce qu'aucun boulon ne saute, à ce que pas un seul licenciement n'ait lieu» interroge un militant CFDT d'Usinor Longwy, «ça fait offensif mais la direction CGT ne propose pas grand chose : mener la lutte dans les usines ? Ils veulent surtout contacter les gars. A Thionville, ils avaient peint sur les murs «occupation», mais ça ne s'est jamais fait.» «J'y étais, ce mot d'ordre : «Pas un boulon ne doit sauter» ajoute un travailleur de Thionville. «On sait ce

pour couper les grévistes de la population.

Cette hargne du PCF à briser l'important mouvement des barrages il y a quelques temps, ne va pas sans susciter de sérieuses interrogations parmi ses militants.

Au barrage installé à Mont Saint Martin, des habitants de cette localité, membres du PCF, prendront à partie Falceta, le maire-adjoint. «Attention, on va faire grève contre toi, lui diront-ils, on va te faire sauter», estimant qu'un maire au service des travailleurs devrait faire autre chose qu'être «à leurs côtés», une écharpe tricolore autour du cou.

C'est Porcu lui-même, député PCF de Meurthe Longwy, qui

Lutte et hésitations

Mais si l'ampleur de la lutte à mener contre le chômage amène des contradictions, des travailleurs (notamment au sein de la CGT) ne se sont pas contentés de critiquer leur direction syndicale. Ils ont essayé à plusieurs reprises de prendre les choses en main.

Ce sont d'abord les travailleurs CGT et CFDT à Usinor qui, à plusieurs reprises, ont exigé de savoir où se tenait le bureau de l'intersyndicale afin d'émettre des idées de lutte qui soient prises en compte.

C'est devant l'échec de telles tentatives — l'idée des barrages étant par exemple repoussée — que des travailleurs vont alors occuper l'intersyndicale. «Dans la première réunion programmée par l'intersyndicale, note un militant, il y a eu 100 personnes qui sont venues spontanément CGT-CFDT-non syndiqués ; on a senti le désir d'être partie prenante de la lutte ; ils ne sont pas contre l'intersyndicale.»

Une nouvelle tentative d'investir l'intersyndicale aura lieu deux jours avant Noël, par des militants de la CFDT et des chômeurs après le sabotage des «journées barrages» de Longwy.

C'est cette situation, à la fois de lutte et d'hésitation, qui prévaut en Lorraine. En tout cas, incontestablement, les choses ont commencé à changer. On ne voyait pas cela il y a quelques mois et pourtant, il y avait déjà des milliers de licenciements. Seulement, maintenant, cela a atteint un tel niveau que tout le monde est concerné. Et puis, mars 78, c'est de la vieille histoire.

AFFPA de Montreuil, Chaban se désiste peut-être LES GRÉVISTES VOTENT LA POURSUITE

● Sous les lampes orangées de la cafétéria, plusieurs centaines de grévistes participent à l'assemblée générale de ce mardi : après 12 jours de grève, ils sont presque tous là. Il faut dire que la façon dont est prise en mains l'animation du mouvement n'y

Partout foisonnent affiches manuscrites, communiqués de solidarité, photos, dessins. Les dernières nouvelles sont faciles à connaître, ne serait-ce que par les panneaux... Un syndicaliste nous raconte : «L'expérience qu'on a eue en mai 68 nous a été bien utile. On n'a pas eu besoin d'attendre longtemps pour penser à organiser des commissions, on savait que si l'occupation n'était pas vivante, ce serait dur de tenir».

Mardi, on votait donc de nouveau pour la poursuite de l'action, dans un contexte marqué par une pression importante de la part des pouvoirs publics, et des différentes structures concernées. Depuis quelques jours, en effet, se multiplient les prises de positions pouvant laisser penser que le transfert du siège de Montreuil à Bordeaux ne se fera pas. Chaban-Delmas, lui-même, ne vient-il pas de dire que ça ne l'intéressait plus guère ? *France-Soir* n'affirme-t-il pas que le transfert ne se fera pas ? Pourtant, se disent les grévistes, rien n'est sûr, puisqu'on n'a rien d'officiel là-dessus. Et dans leur majorité, ils estiment qu'après 12 jours de grève, il vaut mieux aller jusqu'au bout, se battre jusqu'au renoncement offi-



AFFPA Montreuil : une assemblée générale attentive

ciel du gouvernement à ce projet.

Autre interrogation : le sens même de cette décision de transfert. Est-ce principalement un cadeau que voudrait faire le gouvernement à Chaban Delmas, pour le remercier de certaines prises de positions contre Chirac ? Dans ce cas, comment expliquer que le maire de Bordeaux, si toutefois ce qu'il dit est vrai, se soit aussi vite prononcé plutôt contre le transfert ? N'est-ce pas plutôt une tentative de démantèlement de l'AFFPA,

est pas pour rien. Chacun, chacune, a largement de quoi s'occuper chaque jour : les délégations n'arrêtent pas, aux ministères, à des personnalités diverses, devant certains journaux récalcitrants à parler de la lutte...

dont il est clair qu'une partie du patronat voudrait se débarrasser ? «C'est surtout les PME qui trouvent une certaine utilité aux centres de FPA, dans la mesure où les stagiaires y apprennent un métier. Les grandes boîtes, elles n'ont pas tellement besoin de ça. La formation qui les intéresse n'est pas professionnelle, c'est plutôt l'encadrement maison qu'ils cherchent», nous dit un syndicaliste.

Malgré tout, cette campagne pour «calmer» les inquiétudes des grévistes,

le vote à bulletins secrets organisé mardi donne une nouvelle fois la majorité pour la poursuite de la grève et de l'occupation (65 % des votes exprimés). L'intersyndicale invite tous les grévistes à participer à une manifestation devant le ministère du Travail, ce mercredi, à 15 h, pour exiger l'annulation définitive du projet de transfert. Une nouvelle AG, avec vote sur la poursuite de la grève, est prévue pour jeudi.

Monique CHERAN

Grandeur du CNPF, misère des travailleurs

L'assemblée générale du CNPF, le mardi 16 janvier, loin d'être une assemblée de routine, était par bien des aspects une réunion de combat. D'abord, outre les travailleurs, Ceyrac a annoncé la poursuite de la restructuration : «Cela ne se fait pas sans drames, mais cela s'accomplit et il faut persévérer.» Ensuite, par une violente attaque contre les acquis sociaux : «L'écart se creuse entre la modernisation de notre économie et le conservatisme de notre société.» C'est ainsi qu'il nomme les droits des travailleurs : «Nous traitons les problèmes sociaux au coin du feu, comme s'il s'agissait d'une affaire de familles et sans les relier aux contraintes internationales.» Ce sont d'abord les mesures de protection sociale qui sont la cible du CNPF, la Sécurité sociale et les retraites, à propos desquelles le CNPF a présenté cinq propositions, comprenant une autre répartition des cotisations, une maîtrise des prestations, «la mise en place d'une politique cohérente de retraite qui tienne compte de la démographie.» Autrement dit, une réduction de fait.

En même temps, les organismes de direction du CNPF ont été modifiés. On remarque le départ de Ferry. Les nouveaux venus sont des gens «issus de la crise et qui ont su faire face à une concurrence internationale féroce» : le vice-PDG de Moët-Hennessy, le PDG de Rossignol, celui de Lafarge, et un directeur de Saint-Gobain. C'est que le CNPF, à la suite de Ceyrac, veut se donner les moyens d'une intervention massive dans le monde, face à ce qu'il estime être les défis de 1980 : l'accession de pays en voie de développement sur le marché mondial, les bouleversements introduits par le développement des technologies de pointe dans le domaine courant, et la constitution de groupes industriels à l'échelle du monde s'assurant le monopole de certains produits. Les remèdes sont de développer l'exportation, gagner en compétitivité. C'est-à-dire licencier, restructurer, réduire les charges sociales. Les grandes ambitions mondiales du CNPF se traduisent en termes clairs par l'appauvrissement des travailleurs.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Les employés de la Caisse des Mines devant Matignon

«NON AU TRANSFERT DE LA CAN» !

● Nos gouvernants ont trouvé un astucieux moyen pour faire croire à la création d'emplois : ils se sont mis dans la tête de déménager toute une série d'administrations qui sont actuellement dans la région parisienne, pour les transférer en province.

Après le siège de l'AFFPA de Montreuil, qui devait prendre la route de Bordeaux, c'est maintenant le tour de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale des mines installée actuellement dans le 15^e arrondissement qui serait transférée dans le Nord, à Lens, selon toute probabilité. La décision n'a pas été encore annoncée officiellement, mais l'intention des responsables ne fait plus de doute. Mauroy sortant de l'Élysée déclarait qu'il fallait implanter du «tertiaire» dans le Nord. Il semble qu'il ait été entendu. Par ailleurs, Deléris, député-maire de Lens ne se prive pas pour déclarer à qui veut l'entendre que l'affaire est réglée. Les employés parisiens de la caisse ne sont évidemment pas d'accord : ils ont engagé la lutte pour s'opposer au transfert.

Le 14 septembre, le conseil d'administration se réunissait. Ce conseil est composé de manière tripartite (comme l'AFFPA) de 7 représentants de l'Etat, 8 pour les patrons et 15 pour les syndicats. En comptant le directeur, cela fait de toutes manières 16 voix contre 15. Donc, l'affaire est entendue de ce côté.

L'intersyndicale a été reçue par différents ministères

qui se sont employés à tour de rôle à faire traîner les choses en racontant que l'étude se poursuivait pour décider si le transfert aurait lieu ou non. En fait, la chose est décidée ; ce qui est à l'étude, ce sont les conditions dans lesquelles il devrait s'opérer.

Pour les employés de la caisse, il n'est pas question d'accepter ce transfert. Pour eux, cela vou-

drait dire quitter Paris, se retrouver dans les pires conditions, et ceci malgré les assurances qui leur sont fournies. Il paraît que «tout est prévu» le logement, et même l'emploi pour le conjoint... dans une région où il y a des milliers de chômeurs ! Dans une motion adoptée le 14 septembre, les employés déclaraient : «Se refuser à tout transfert du siège de la CAN et se déclarer prêts à l'empêcher par tous les moyens».

Le 27 décembre, une manifestation de 160 personnes avait lieu (la caisse compte 550 employés environ). Mardi 16, une AG se tenait au cours de laquelle l'intersyndicale rendait compte de sa réunion (négative) avec la DATAR et faisait des propositions d'action. Une large majorité (383 voix) se prononçait pour un débrayage l'après-midi et une manifestation à Matignon. Pour le lendemain, il était également décidé d'un débrayage avec un



rassemblement, mais cette fois à l'Élysée.

L'après-midi de mardi, se glissant à travers le dispositif policier, 150 personnes parvenaient à se rassembler près de l'hôtel Matignon. Au total, il y avait

plus de monde pour ce rassemblement qu'il n'y avait de votants pour cette initiative. Les mots d'ordre sont partis spontanément : «Non au transfert ! La CAN à Paris, Matignon à Lens !». En rangs serrés, les flics ont repoussés les

manifestants jusqu'à une rue transversale, n'hésitant pas à les bousculer violemment. Puis, les employés sont repartis en cortège jusqu'au siège où ils se sont séparés. Rendez-vous pris bien sûr pour le lendemain.

LA PUBLICITÉ EUROPÉENNE : 1 MILLIARD POUR VENDRE LE PARLEMENT EUROPÉEN

Un récent sondage vient de montrer qu'un Français sur cinq s'intéressait aujourd'hui aux questions européennes, et que seulement un sur deux était capable de citer les 6 pays qui sont à l'origine de la CEE. Un autre sondage, effectué en octobre dernier, montrait, là aussi, qu'un Français sur deux «avait lu ou entendu quelque chose à propos du Parlement européen». C'est en s'appuyant sur ces chiffres que la Communauté européenne a décidé de sortir les grands moyens pour promouvoir «son» produit en 1979 : le Parlement européen, qui sera élu au suffrage universel.

Le Parlement européen

va être ainsi vendu comme une vulgaire lessive : budget marketing, budget publicité, étude d'impact, etc..

Pour l'ensemble des neuf pays européens, un budget de 5,7 milliards de centimes a été dégagé. La gestion en a été confiée à une Commission de quatre personnes (un membre de la Commission européenne, et trois députés de l'actuel Parlement de Strasbourg). Dans chaque pays, ils ont d'abord procédé par appel d'offres. En France, c'est la société Eleuthera-Ecom, qui dépend de l'agence Havas, qui a enlevé le morceau, un budget de 1,14 milliard ancien sur lesquels l'agence Havas prélèvera sa

● La campagne européenne est réellement commencée depuis samedi dernier. Non pas que les politiciens bourgeois ne se soient pas déjà saisis de la question : depuis plusieurs mois, les partis de droite et de gauche fourbissent leurs armes — et se

commission, aux alentours de 15 %.

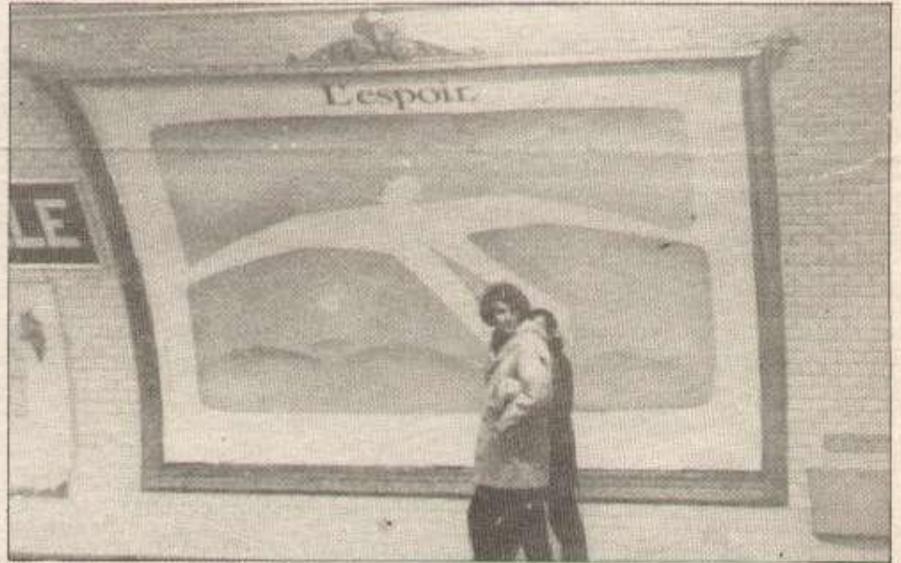
JUSQU'AU 31 MARS

La campagne a commencé samedi, avec l'apparition sur les murs d'une affiche, signée Folon, représentant un homme-oiseau survolant un paysage de collines baignées par la lumière dorée du soleil levant. Lundi, un bandeau apparaissait : «L'espoir».

Dans quelques jours viendra un autre bandeau : «L'Europe, c'est l'espoir». Puis, quelques jours plus tard encore : «Le 10 juin, choisissez votre Europe».

La campagne se continuera alors avec des spots télévisés, axés autour de trois thèmes : les femmes, la jeunesse, et... l'airbus. Avec le même slogan : «Ensemble, on peut faire quelque chose». Il semble qu'un quatrième sujet proposé n'ait pas été accepté par le gouvernement français : il évoquait la lutte contre la pollution, avec un rappel de la marée noire. Enfin, dernière étape de cette gigantesque campagne publicitaire, des encarts publicitaires seront publiés dans la presse hebdomadaire, puis dans les

déchirent — à propos des élections de juin prochain. Cette tribune-là n'est pas suffisante pour faire passer les idées européennes, et c'est pourquoi une énorme campagne de publicité va se développer durant les mois qui viennent.



De la pub pour une lessive ?

quotidiens régionaux et nationaux.

LE COURROUX DU RPR ET DU PCF

L'apparition de ces affiches, et le début de la campagne, n'a pas fait que des heureux. Le 11 décembre dernier, RPR et PCF avaient voté ensemble un projet de loi interdisant une telle campagne, au nom de l'indépendance nationale. Ce projet n'ayant pu être examiné par le Sénat, il est donc inopé-

rant... jusqu'à la prochaine session parlementaire. Si d'aventure, les députés venaient à s'opposer à nouveau à cette campagne publicitaire, ils pourraient toujours le dire, ce qui serait sans effet, puisque la campagne se termine le 31 mars !

Comble d'ironie, l'agence Havas, au nom du pluralisme politique, a proposé des encarts publicitaires sur l'Europe à l'Humanité, et même à la Lettre de la Nation, organe du RPR.

Il n'est pas douteux qu'avec une telle campa-

gne, le pourcentage de ceux qui déclarent se désintéresser du Parlement européen va fortement baisser. Reste à savoir ce qu'il va en être retenu. Mardi, à TF 1, Barre citait comme sujet d'enthousiasme pour la jeunesse... la construction européenne. Drôles de perspectives offertes à la jeunesse et plus généralement aux Français que ces élections pour un Parlement falot aux pouvoirs des plus restreints.

N.D.

La Pravda félicite le RPR pour «sa défense de la souveraineté nationale»

La Pravda du 16 janvier publie un article sur la position des partis français envers l'Europe. Giscard y est stigmatisé comme partisan de «la création d'un nouveau bloc militaire rattaché à l'OTAN», de même que le PS, «partisan actif de l'intégration européenne jusqu'à la supranationalité». A l'inverse, si le PCF est cité en exemple, ce qui n'étonnera personne, il faut noter les éloges adressés au RPR. Chirac est largement cité pour son appel de Cochin et La Pravda rappelle l'époque où des gaullistes luttèrent pour l'indépendance nationale.

Communiqué commun AMADA-TPO (Belgique) et PCRml

Une délégation d'AMADA-TPO et une délégation du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste se sont rencontrées le 12 janvier 1979.

Après avoir échangé des points de vue sur les situations propres à la Belgique et à la France, elles ont souligné leurs points d'accord et de convergence.

— Sur la lutte à mener contre leur propre bourgeoisie et contre le révisionnisme avec comme objectif la révolution prolétarienne ;

— Sur la théorie des trois mondes, arme de combat pour la lutte de classe et la révolution mondiale.

Les deux délégations dénoncent les deux superpuissances, l'URSS et les USA, ennemi commun des peuples, qui, par leur lutte pour l'hégémonie mondiale, menacent la paix. L'Europe constitue l'enjeu de leur rivalité.

Des deux superpuissances, l'URSS est aujourd'hui le fauteur de guerre le plus dangereux. Son agressivité vient à nouveau d'être démontrée par sa tentative d'écrasement du peuple érythréen en lutte pour son indépendance.

Les deux délégations condamnent l'invasion vietnamienne au Cambodge, rendue possible par l'aide militaire et économique de l'URSS. Elles condamnent les ambitions expansionnistes du Vietnam qui servent les intérêts soviétiques dans cette partie du monde.

● Départ au PSU

Un des principaux animateurs du courant C du PSU vient de faire savoir qu'il abandonnait son parti. Jacques Le Menestrel vient de créer un «centre de critiques de l'auto-gestion» qui se veut «une structure d'analyse, de formation et d'informations indépendantes de toute organisation politique». D'autres membres du courant C du PSU participent déjà à cette initiative.

La loi Veil bientôt à son échéance UNE LOI INAPPLIQUÉE DEPUIS CINQ ANS

● En 1975, la mobilisation des femmes et plus largement de la population faisait reculer le pouvoir sur la question de l'avortement. Une loi était votée, et prenait le nom de Veil, suspendant la très réactionnaire loi de 1920 qui pénalisait l'interruption volontaire de grossesse. L'échéance de cette suspension arrive à terme, puisque la législation en ce

domaine doit être révisée au cours du troisième trimestre de cette année. Fortes de leur expérience précédente, les femmes se sont regroupées au sein d'un collectif avortement contraception sexualité, pour préparer une mobilisation d'ampleur à cette échéance pour contraindre le pouvoir à reculer.

Le collectif parisien qui regroupe de nombreuses associations ou organisations politiques (on y remarque cependant l'absence du PCF, de la CGT, de la FEN et de la CFDT) tenait une conférence de presse ce mardi, et dressait un bilan de l'application de la loi Veil. Il apparaît nettement que cette application n'est pas du tout acquise et que face à la campagne menée par les Debré et consorts sur la baisse de la natalité dans notre pays et le soi-disant manque à gagner pour le paiement des retraites, les attaques contre le droit des femmes au travail, en voulant les confiner au foyer, particulièrement en cette période de restructuration et de chômage, les acquis de 75 sont ainsi remis en question, avant même leur application effective. En cette année internationale de l'enfant, les forces réactionnaires ne

manqueront pas de développer de telles campagnes. L'église n'est pas en reste, et son chef Jean Paul II vient de faire une déclaration qui condamne sans ambiguïté l'avortement, la contraception, mais aussi le divorce, en déclarant notamment qu'il fallait accorder des droits à l'enfant «dès avant sa naissance».

C'est dans ce climat d'insécurité pour les femmes, qui ne disposent que d'une information diffusée avec parcimonie, et encore, incomplète, sur la contraception, sur la non-application de la loi Veil, que doit se développer la mobilisation sur les mêmes objectifs qu'en 1975. En effet, très peu d'établissements publics acceptent de pratiquer les interruptions volontaires de grossesse, les chefs de services utilisant la fameuse clause de conscience pour arguer leur refus. Cette

clause s'étendant au personnel et au matériel, les IVG sont pratiquement impossibles, à moins d'aller dans des centres privés et de payer le prix fort. Certains chefs de services d'établissements publics, propriétaires ou intéressés au fonctionnement d'établissements privés n'hésitent pas à y envoyer les femmes désireuses d'avorter après avoir invoqué la clause de conscience dans le précédent établissement. De fait de nombreuses femmes ont encore recours à l'avortement clandestin, avec tous les risques que cela comporte, ou doivent toujours aller pratiquer cette intervention à l'étranger. Les mineures et les immigrées souffrent particulièrement de cette situation qui se complique à leur rencontre par la fourniture de plusieurs documents qu'elles ne sont pas toujours en mesure de fournir. Et quand la femme con-

trainte d'avorter parvient à trouver un hôpital qui pratique ces interventions, c'est la plupart du temps, le même accueil culpabilisant, laissant la femme isolée face aux mandarins avec le plus souvent des méthodes qui les marquent psychologiquement et physiquement.

Aussi, le mot d'ordre de la campagne qui s'ouvre reste : «Pour le droit à la contraception libre et gratuit, y compris pour les mineures et les immigrées».

Pierre CHATEL

RASSEMBLEMENT SAMEDI 20 JANVIER A 14 HEURES DEVANT L'HOPITAL LARIBOISIÈRE RUE AMBROISE PARE PARIS 10^e

«IL A FUI» DANS LES RUES DES VILLES D'IRAN LA LIESSE DE LA VICTOIRE

● 13 heures 15 : flash spécial de radio Téhéran : «Le souverain et la reine ont quitté le pays à destination de l'Égypte».

13 heures 20 : Les rues de Téhéran et des autres villes iraniennes se remplissent de millions de personnes.

15 heures : les journaux de Téhéran sortent sur toute la Une immense : «Il a fui !»

Les statues du Shah sont renversées, des millions de voix crient la joie «l'ennemi du peuple s'est enfui», «demain commence une nouvelle ère». Des scènes très lourdes de sens sont observées par les correspondants : «J'ai vu, avenue Shah, des militaires sortir de leur camion et l'abandonner en plein carrefour, puis se disperser dans la foule. Des remorques militaires avaient également été abandonnées dans la précipitation».

C'est la fin d'un des bourreaux les plus haï. C'est la fin d'un des plus étroits alliés des États-Unis et de leur politique. Son effondrement a déjà conduit à l'arrêt des approvisionnement par l'Iran d'Israël et de l'Afrique du Sud.

«Le plus important n'est pas l'abdication de la dynastie Pahlavi, mais la fin de la domination étrangère» affirmait l'ayatollah Khomeiny lors de la conférence de presse qu'il tint pour saluer le départ du Shah. «Cette victoire est le résultat de la lutte héroïque de notre courageuse nation. Il faut à présent que tous les groupes se rassemblent et coopèrent, en ce moment historique». Vendredi, une manifestation est convoquée «plus importante que toutes celles qui ont lieu jusqu'à présent.»

Les objectifs ont été largement désignés par la presse de Téhéran le 16 janvier après-midi. «Le conseil de régence doit

être chassé. Les paysans doivent empêcher leur blé de partir pour l'étranger. L'armée doit interdire aux Américains de démonter leurs installations sophistiquées.» Le 16 au soir, on apprenait que le chef des conseillers militaires américains a été trouvé pendu dans sa maison de Téhéran sans que l'on sache s'il s'agissait d'un suicide ou d'une exécution.

A l'ambassade d'Iran aux USA, cinq des plus importants diplomates rendaient public leur décision de se désolidariser de l'ambassadeur, le plus important soutien politique du Shah, en l'accusant de conspirer contre les intérêts et la volonté de la nation iranienne. Le per-



Un des derniers rassemblements (lundi) pour réclamer le départ du Shah.

sonnel de l'ambassade se mettait en grève en signe de «solidarité avec le peuple».

VENDREDI MANIFESTATION TRES IMPORTANTE

Quels seront les résultats de la manifestation de vendredi ? L'armée se portera-t-elle à la défense du

gouvernement Bakhtiar ou tentera-t-elle, elle-même, de prendre en main le pouvoir ? Si l'on en croit le Pentagone, la collaboration américaine resterait entière entre l'état-major américain et les conseillers américains : «Nous sommes toujours satisfaits de la sécurité assurée par les forces armées iraniennes sur les armes et les autres

matériels vendus à l'Iran...

Nos propres équipements restent en place.» Tout cela apparaît bien provisoire et la position de Bakhtiar bien fragile. Tout l'avenir paraît aujourd'hui dépendre des orientations du gouvernement provisoire, le Conseil islamique de la Révolution, dont Kho-

meiny a annoncé la formation le 16 janvier. Bien que la composition en soit tenue secrète, Khomeiny a affirmé que tous les membres se trouvaient actuellement en Éthiopie. Les manifestations de vendredi pourront être un moment essentiel pour l'avenir de l'Iran.

14^e CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN : «DÉVELOPPER LA LUTTE ARMÉE»

● Le 14^e Conseil National qui se réunit à Damas a pour but d'unir l'ensemble des Palestiniens dans la lutte contre les accords de Camp David. Une des résolutions présentées par le Conseil central de l'OLP du mois d'octobre porte sur le développement de la lutte armée en Palestine, principal moyen de bloquer ces accords.

Il ne s'agit pas d'une idée nouvelle. Après la visite de Sadate à Jérusalem en novembre 1977, la Révolution palestinienne a aussitôt développé sa lutte armée en Palestine, la liant étroitement à la lutte des masses de l'intérieur. Prétextant l'opération Kamal Adouane du 11 mars 1978, Israël lance sa guerre au Sud. La Résistance sort victorieuse de cette guerre et retarde d'un an le processus engagé par Sadate. Aujourd'hui, c'est l'existence même de la Révolution palestinienne, sa capacité à poursuivre la lutte qui ont amené les États arabes à refuser ces accords et ce refus arabe empêche Sadate d'aller plus loin dans les concessions.

Abou Jihad, membre du Comité central du FATH (mouvement de libération nationale Palestinien), la plus importante des organisations palestiniennes et

membre du commandement général des forces d'Al Assifa (branche armée du FATH) a déclaré à ce sujet à un journal arabe :

«La lutte de notre peuple sur notre terre occupée se développe chaque jour, ainsi que se développent les moyens de travail de nos militants malgré toutes les mesures répressives de l'ennemi... Nos révolutionnaires ont enregistré dans leur combat à l'intérieur une tradition de lutte unique qui représente en fait une des expériences révolutionnaires qui s'approfondissent avec le temps. Cela crée une situation intenable à l'ennemi malgré ses prétentions.

La dernière période de lutte s'est caractérisée par des vérités qu'il faut citer fièrement pour que les fils de notre peuple arabe réalisent la nature du combat quotidien dans notre terre occupée».

Abou Jihad développe

longuement les caractéristiques et parmi elles, nous citons :

« (...) L'ennemi a reconnu lui-même «l'organisation précise et son développement, jusqu'à englober l'ensemble des régions... et si un groupe est découvert, ce groupe ne dépasse pas 3 ou 4 membres et dans beaucoup de cas, il n'y a qu'une ou deux personnes. Et cela fatigue nos appareils de sécurité.»

C'est ce qu'a reconnu notre ennemi par la bouche de Zaïf Cuiv, le commentateur militaire connu.

«Les opérations que mènent quotidiennement nos révolutionnaires sont victorieuses pour la plupart, l'ennemi en cite quelques-unes et se tait sur les autres. C'est ainsi pour nous : nous citons des opérations et nous nous taisons sur d'autres pour des raisons diverses.

«L'ennemi affirme dans ses rapports, ses journaux et ses livres militaires que la qualité des opérations se développe ainsi que la capacité des combattants et

que la plupart des moyens de prévention pris par l'ennemi n'empêchent pas nos combattants d'agir à l'heure voulue et à l'endroit fixé.

« Nos combattants, à l'intérieur, ont développé leur capacité d'utilisation, de fabrication des matériaux disponibles. La fabrication des explosifs, à partir de produits courants, est devenue un des grands arts de la lutte... ainsi que d'autres matériaux, en se basant sur la politique de compter sur ses propres forces.

« A côté des armes individuelles et des explosifs, les armes lourdes ont été utilisées, comme les fusées lancées plusieurs fois à Jérusalem et sur la colonie de Kiriati Arba.

« Un grand nombre d'opérations a eu pour but de prendre les armes de l'ennemi et celui-ci a annoncé à plusieurs reprises qu'il a arrêté des personnes accusées de vendre des armes de l'armée aux combattants du FATH.

«L'ennemi a reconnu dans des communiqués

que des personnes juives travaillent avec nos combattants. Cela n'a pu arriver sans les grandes réalisations de la Révolution palestinienne, qui ont ouvert les yeux de ceux qui ont été trompés par le sionisme... Nous citons par exemple le cas de Yousef Midam.

« Les opérations ont couvert l'ensemble de la Palestine occupée, principalement les villes et les grandes colonies et plusieurs noms reviennent à ce propos : Tel Aviv, Haïfa, Natanya et spécialement Jérusalem pour son importance politique et morale.»

Palestine occupée : un syndicaliste palestinien sous la torture

Yousef Al Joubeh a été arrêté le 23 novembre 1978 à la suite d'une campagne d'arrestations de Palestiniens opposés aux accords de Camp David.

Yousef Al Joubeh est un syndicaliste de 28 ans. Quelques jours avant son arrestation, il avait écrit un article sur les conditions de travail dans les régions de la Cisjordanie. Depuis son arrestation, Yousef Al Joubeh serait gardé au secret dans la prison de Ramallah. D'après les informations d'Amnesty International, il n'a pu voir qu'une seule fois son avocat. Il n'a encore été ni accusé, ni jugé et sa santé est très précaire à cause des mauvais traitements subis. Son avocat l'a à peine reconnu. Sa famille n'a pas eu l'autorisation de le voir.

N'ayant plus qu'un seul rein à la suite d'une opération chirurgicale en 1971, son état de santé est préoccupant.

R.A.S.D. : le Front Polisario rejette le referendum mauritanien

Répondant à la proposition mauritanienne d'organiser un référendum dans la partie du Sahara Occidental qu'elle occupe, le ministre sahraoui de l'Information a catégoriquement rejeté cette éventualité qui divise le territoire et le peuple sahraoui sur la base des zones occupées par les armées étrangères. Il devait notamment déclarer : «Prétendre organiser un référendum dans une partie de notre pays, c'est contester sa souveraineté en s'élevant illégalement en puissance administrative et entamer son intégrité territoriale en voulant vainement consacrer son partage». Samedi, le Bureau politique du Front Polisario a lancé un «dernier appel» à la Mauritanie pour l'ouverture de «négociations officielles et définitives» et la «restitution» de la partie du Sahara Occidental qu'elle occupe depuis 1975. Un appel analogue a été lancé au Maroc, qui selon le Secrétaire général du Front Polisario «bloque toute initiative qui va dans le sens de la paix». Le président malgache Ratsi-

raka, s'est, lui aussi, élevé contre le référendum mauritanien sur l'indépendance des Sahraouis, en déclarant : «La réponse à cette question est donnée tous les jours sur le terrain par le peuple sahraoui qui se bat pour son droit à l'existence, à l'autodétermination et à l'indépendance». Il devait ajouter : «L'expérience de la Namibie prouve s'il en était encore besoin qu'il est illusoire de vouloir organiser un référendum valable dans des territoires encore sous domination étrangère».

D'autre part, selon une information en provenance de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, les premiers contingents marocains ont commencé à évacuer la base de Nouadhibou, ce qui semble confirmer les déclarations récentes faites par le chef de l'Etat mauritanien, selon lesquelles la totalité des troupes marocaines devrait avoir quitté la Mauritanie d'ici à la fin du premier trimestre 1979.

F.R.

Giscard en Roumanie : des convergences politiques importantes

Judi Giscard se trouve en Roumanie. Il est le premier chef d'Etat occidental à rencontrer le chef de l'Etat roumain depuis la réunion du Pacte de Varsovie au cours de laquelle le président roumain a rejeté les demandes brejnevienne d'accroissement des budgets militaires. La dénonciation par le gouvernement roumain de l'agression vietnamienne contre le Cambodge donne à cette visite un reflet particulier : la politique roumaine est de plus en plus ouvertement opposée aux menées soviétiques dans le monde. Par ailleurs, le gouvernement roumain porte une attention très grande aux problèmes du désarmement en Europe à propos desquels la diplomatie de Giscard est très active. En certains points essentiels, les convergences entre les deux pays sont très importantes notamment le souci qu'un

désarmement effectif soit réalisé, et que le cadre dans lequel celui-ci soit recherché, ne soit pas celui des blocs, qui consacrent la suprématie des superpuissances qui règlent, ou ne règlent pas entre elles les questions essentielles. Tous deux veulent définir un cadre où chaque pays puisse participer réellement aux débats.

L'autre volet des discussions sera sans doute la coopération bi-latérale. Le gouvernement y attache importance à un double titre : ne pas dépendre trop de l'Union soviétique afin de réaliser dans les meilleures conditions son industrialisation mais également pouvoir financer ses achats à l'étranger grâce à ses ventes. Si Giscard peut espérer ainsi obtenir quelques contrats, il devra également prendre des engagements afin que soit rééquilibrée la balance commerciale franco-roumaine.

KAMPUCHEA : LE VETO SOVIETIQUE Un aveu de faiblesse face à la condamnation générale de l'agression

La délégation soviétique a opposé son veto une résolution patronnée par des pays du Tiers Monde (Bangladesh, Bolivie, Gabon, Jamaïque, Koweït, Nigeria et Zambie) qui demandait le retrait des troupes étrangères du Kampuchéa, en tout cas les débats qui viennent d'avoir lieu à l'ONU ont consacré son isolement total dans les instances des Nations Unies. De très nombreux représentants, indépendamment de leur régime, de l'idéologie dont ils se réclament, de leur situation géographique se sont succédés à la tribune pour dénoncer l'agression vietnamienne et défendre l'indépendance du Kampuchéa. Moscou n'a trouvé à ses côtés que les pays du COMECON et les pays qui lui sont liés par les traités

comme l'Ethiopie et l'Afghanistan.

Il convient également de souligner que le Conseil de sécurité, malgré l'URSS, a accepté d'entendre Sihanouk en tant que représentant du Kampuchéa présentant des lettres de créance. L'URSS et le Vietnam ont reçu un véritable camouflet, lorsqu'ils ont présenté un télégramme du FUNSK venant de Phnom Penh et que le représentant chinois a révélé que ce télégramme n'était pas passé, contrairement aux dires du représentant vietnamien, par le réseau de l'agence télégraphique américaine RCA, mais avait été rédigé frauduleusement sur un bordereau à entête de cette même société.

Il est apparu alors aux yeux des représentants des

pays du monde entier, quelles étaient les escroqueries dont avaient besoin les agresseurs pour se justifier.

Sur le terrain, les informations font état de combats dans plusieurs provinces. Il semble que le massif montagneux des Cardamome ainsi que la province maritime de Koh Kong restent entièrement sous le contrôle des forces du Kampuchéa démocratique, leur servant de point de regroupement. De plus, des navires de guerre et des bateaux se trouvant sur la côte de cette province pourraient être à la disposition du gouvernement de Pol Pot. A Pékin, Jeng Sary, ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa a été reçu par Houa Kuo-feng qui a déclaré à cette occasion :

«La lutte du peuple du Kampuchéa est notre lutte. Nous vous avons soutenu dans le passé, nous vous soutenons maintenant, nous vous soutiendrons à l'avenir».

BIEN RENSEIGNES !

La mise en scène du régime du FUNSK par les dirigeants vietnamiens n'est pas encore au point. C'est en effet la radio de Hanoï qui a annoncé la proclamation de la «République populaire» du FUNSK avant la radio de Phnom Penh ! Quant au correspondant de l'Humanité, il a interviewé le Secrétaire général du FUNSK «de passage à Hanoï»...

CALLAGHAN MIS EN DIFFICULTÉ PAR LES CAMIONNEURS ET LES CHEMINOTS

Alors que la Grande-Bretagne traverse la plus grande crise sociale depuis la chute de l'ancien gouvernement, un nouveau mouvement de grève gagne tout le pays, faisant échec à la politique d'austérité de Callaghan.

En effet, depuis le déclenchement de la grève des camionneurs, il y a une vingtaine de jours, le mouvement ne cesse de s'étendre lentement dans tout le pays et frappe les artères vitales de l'économie britannique déjà malade.

La grève des chauffeurs routiers sera suivie dès mercredi par les débrayages des cheminots tous les mardis et jeudis aussi longtemps que leurs revendications n'auront pas abouti. Le 22 janvier, une journée d'action est organisée par les ouvriers municipaux. Les conducteurs de camions BP, Esso et Shell refusent de plus en plus de traverser les lignes des piquets de grève. Quelques camionneurs ont même commencé à rejoindre les lignes de piquet, accroissant ainsi le nombre de grévistes.

L'aéroport de Glasgow est fermé pour une durée indéterminée tandis que la British Airports Authority annonce qu'il en serait de

même pour les aéroports d'Edimbourg et d'Aberdeen si la grève continue. Chez les conducteurs automobiles dont le grand British Leyland, plusieurs chaînes de montage ont dû s'arrêter, par manque de pièces détachées. Le trust de la chimie Imperial Chemical Industries est quasiment paralysé et a réduit 25 000 travailleurs au chômage technique. Les ports importants sont bloqués par les piquets de grève de plus en plus nombreux afin d'empêcher l'exportation des produits finis industriels de façon à paralyser le commerce extérieur.

Les syndicats ont donné leur accord, pour assurer le ravitaillement des hôpi-

taux, permettre l'entrée des produits alimentaires de première nécessité ainsi que la volaille et au bétail afin d'éviter aux agriculteurs d'être contraints à des abattages massifs.

Pour l'instant, ces actions ont entraîné quelques 500 000 mises à pied mais elles pourraient mettre au chômage technique 2 à 3 millions de travailleurs et provoquer la paralysie quasi-totale de l'économie.

Les syndicats ont non seulement refusé le plafond de 5 % que le Premier ministre britannique tente d'imposer aux hausses salariales, mais ils sont prêts aussi à appuyer leurs exigences par une action vigoureuse sachant que Callaghan est incapable de faire approuver par le Parlement le principe des sanctions qu'il désire imposer aux sociétés qui ne respectaient pas ses consignes.

En tout état de cause, cette grève est l'expression d'un mécontentement

croissant envers le Parti travailliste qui, jusqu'à aujourd'hui, avait réussi à se maintenir au pouvoir en s'appuyant sur son image d'«interlocuteur privilégié des travailleurs».

Une série de questions se pose à la faveur de cette grève qui remet en cause le gouvernement Callaghan, alors que les conservateurs réclament l'Etat d'urgence afin de favoriser un appel éventuel aux forces armées, tandis que, parallèlement, la Grande-Bretagne voit une fois de plus la Livre Sterling marquer des signes de faiblesse, à tel point que la Banque d'Angleterre a dû intervenir pour soutenir à nouveau le cours de la monnaie nationale. Alors que Callaghan est mis en échec dans sa tentative d'imposer l'austérité aux travailleurs pour leur faire payer la crise. La réussite de la journée de mercredi est déterminante ; il pourrait en résulter une paralysie de la Grande-Bretagne pendant trois jours.

Italie : «virage à droite» des démocrates-chrétiens ?

Alors que le gouvernement démocrate chrétien va présenter au Parlement italien un plan économique d'austérité de trois ans, le PCI tente de prendre ses distances vis-à-vis d'un gouvernement qu'il soutient depuis près d'un an. Dans un récent éditorial, l'Unita reprochait à la Démocratie chrétienne «sa faiblesse et sa politique

oscillante». Le parti de Berlinguer feint de découvrir le caractère antipopulaire du programme auquel il a souscrit en mars 1978 quand il a accepté un soutien sans participation au gouvernement. Un peu comme Marchais parle du «virage à droite» du PS, l'Unita parle de «durcissement des positions de la droite de la Démoc-

ratie Chrétienne». Ce n'est pas la 1^{ère} fois que le PCI harcèle ainsi le gouvernement démocrate-chrétien : chaque fois après que les travailleurs italiens aient manifesté leur opposition aux programmes d'austérité gouvernementaux. Il s'agit pour le PCI de tenter de tromper les syndicalistes, y compris ses militants de base qui remettent en

cause la politique du «compromis historique». Il est probable qu'en même temps, il cherchera, en échange de son soutien, à obtenir de nouveaux avantages en sa faveur, tels que les places de responsabilité qu'il occupe déjà dans l'appareil d'Etat.

Le quotidien du Peuple



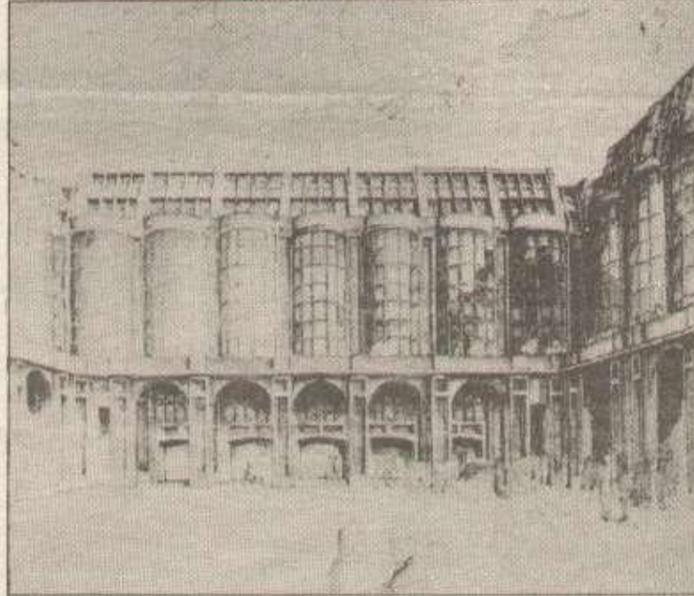
VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Depuis 15 ans à nos frais BATAILLE POLITIQUE AUTOUR DES HALLES

Par Nicolas GUILLOT

«Aux Halles, il n'y a qu'un seul architecte en chef, c'est moi» déclarait récemment Chirac. Un de plus. Jamais opération d'urbanisme n'aura eu autant d'architectes en chef, ni de plus prestigieux. De Gaulle, Pompidou, Giscard, Chirac, successivement, ont voulu jouer du crayon sur le plan des Halles. Le résultat laisse douter de leurs compétences car, près de 20 ans après la naissance du projet, le gros du chantier n'est encore qu'un vaste trou, dont on ne sait toujours pas quoi faire.

Tout commence un beau jour de 1960 avec l'idée de transférer les Halles à Rungis. A l'époque, on pratiquait un «zoning» strict : les activités hors des villes. Hors des villes également les retraités et les ouvriers qui vivaient dans des vieux logements du quartier. Mais que faire à la place ? De Gaulle, puis Pompidou, qui ne perdaient pas une occasion de réhausser le prestige de la France — n'oublions pas la brillante réussite du Concorde ou du paquebot «France» — décident, dans le même esprit, que les Halles deviendraient une vitrine de la France. Vitrine de la culture française avec le centre Beaubourg, entouré de galeries d'art aux poutres apparentes. Vitrine du monde des affaires avec la CFCI (Centre français du commerce international), espèce de vaste foire permanente pour hommes d'affaires internationaux, et pour distraire ces messieurs entre deux signatures de contrat, un centre commercial de luxe (le Forum) et un hôtel 5 étoiles... Le gaulliste Ca-



Ce à quoi on a échappé : l'immeuble Bofill.

pitant est chargé de régler l'intendance de l'affaire et sort, en 1968, un vague programme : c'est à lui qu'on doit l'idée géniale de l'urbanisme souterrain, dont on voit encore aujourd'hui les

conséquences béantes et profondes. Et, sans perdre de temps, les bulldozers et les bétonneuses de l'entreprise Bouygues rentrent en action. Et un bon paquet d'architectes se mettent au travail.

Mais les idées les plus grandioses ont une fin. Une des premières décisions de Giscard, en 1974, fut de bouleverser le projet que ses prédécesseurs avaient mis plus de 10 ans à accoucher. Les temps sont devenus durs, le luxe gaullien n'est plus de mise en ces périodes d'austérité. D'autant plus que les giscardiens se piquent volontiers d'écologie. C'est que les Parisiens leur ont fait bruyamment comprendre, à l'occasion de plusieurs manifestations, qu'ils n'avaient que faire des vitrines de prestige et exigeaient un centre de Paris pour eux.

Giscard supprime donc le CFCI, et il aurait bien supprimé Beaubourg, s'il n'avait craint de se mettre à dos trop tôt, dès son investiture, tous les gaullistes bon teint fidèles de Pompidou. Du même coup, l'hôtel perd quelques étoiles, dans un petit coin de la zone, on construira un auditorium (qui périra mort-né neuf mois plus tard) et dans un autre coin... des HLM. Mais pas n'importe quelles HLM, des HLM de luxe, aux grandioses colonnades lumineuses dont Giscard confie l'étude à un de ses poulains, l'architecte à la mode, Bofill. Un autre bon paquet d'architectes se met au travail et Bouygues continue à couler du béton.

C'est en 1977 qu'intervient Chirac, à peine élu à la mairie de Paris. Sa conception de l'urbanisme ne diffère guère de celle de Giscard, mais il voit dans l'affaire des Halles une occasion rêvée de s'opposer avec éclat au président de la République. Il y a quelques temps, il fait arrêter les travaux de l'immeuble Bo-

L'urbanisme souterrain, un gouffre

En 1968, la commission Capitant propose, pour l'aménagement des Halles, un urbanisme souterrain. Elle invoque les contraintes de la station souterraine du RER «Halles-Châtelet». Curieux prétexte, car cette station couvre à peine 7% de la surface de la zone des Halles. Autre raison invoquée, la nécessité d'un véritable nœud souterrain autoroutier... qui s'avèrent n'être qu'une quèze plus que des entrées de parking !

En fait, il s'agissait surtout de rentabiliser au maximum le terrain, dont le prix en plein centre de Paris atteint des sommets rarement vus. Et ce choix, si peu justifié soit-il, a eu de coûteuses conséquences. En effet, qui dit urbanisme souterrain dit d'importantes infrastructures en béton, un puissant système de climatisation, un réseau de desserte encore plus étendu... et le tout dans un terrain périodiquement inondé, peu propice à ce genre d'urbanisme. Tout ceci a coûté d'autant plus cher qu'on a tout prévu, depuis les fondations jusqu'à la centrale de climatisation, pour recevoir les tours du CFCI et d'autres bâtiments qui ne seront jamais réalisés.

Quelques millions de mètres cubes de béton coulés en vain, à peu près deux fois plus qu'il n'en aurait fallu. Enfin pas perdus pour tout le monde, en tout cas pour l'entreprise Bouygues, heureuse et unique bénéficiaire de la totalité du marché.

fill ; il était temps, on venait de couler le rez-de-chaussée. Et Chirac prit les choses en main.

On apprend qu'après quinze ans de projets grandioses, on ne verra sur le plateau qu'un simple cheminement piétonnier au milieu de la verdure, et autour, quelques bâtiments de peu d'importance intégrés à l'environnement. En bref, pas grand chose sur le plateau des Halles... et encore moins au-dessous, là où il y a un trou : du vide qui, semble-t-il, restera vide encore un bon moment. Bouygues, qui n'a plus grand chose à couler, attend avec impatience l'ordre de le reboucher avec du béton. Et d'autres architectes, ceux de Chirac cette fois-ci, s'activent fébrilement sur le nouveau projet.

Et pendant que ces messieurs font de l'architecture «sociale», la Banque de Suez (par sa filiale Bouygues) a coulé tout le béton qu'elle a voulu ; le Crédit Lyonnais (par sa filiale SERETE) est sur le point d'inaugurer son Forum commercial de luxe et, dans un autre coin de la zone, Paribas (par sa filiale COGEDIM) s'appête à construire des studios de haut standing à un million le mètre carré (3 à 4 fois le prix d'une HLM).

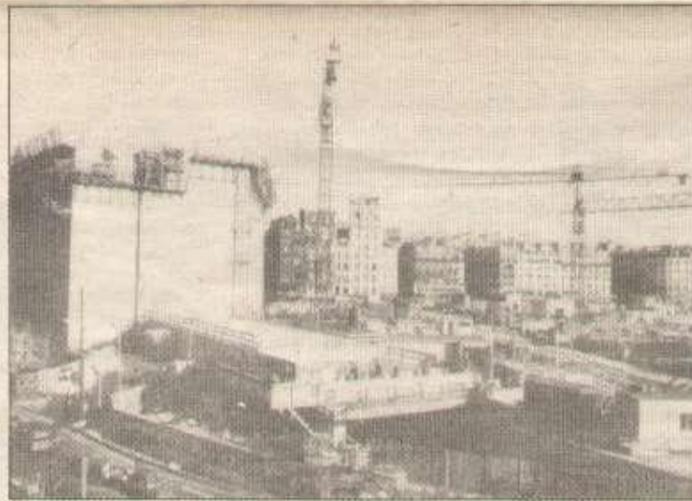
La semaine prochaine nous donnerons la parole aux habitants du quartier.

La SEMAH

La SEMAH (Société d'économie mixte d'aménagement des Halles) est l'organisme qui s'est vu confier en 1963 la responsabilité financière et technique de l'opération. Son rôle se lit dans la valse de ses dirigeants. En 1974, son directeur, Baer, un ami intime de Pompidou, démissionne et est remplacé par Saglio, un ami de Giscard.

Son actuel président est De La Malène, conseiller chiracien, grand trésorier de la Ville de Paris et de l'opération des Halles. C'est sans doute sa parfaite connaissance des problèmes fonciers et d'aménagement qui l'a fait nommer à ce poste. En effet, les responsables paysans du Larzac ont récemment révélé que De La Malène était intervenu dans l'opération du Larzac... en rachetant, pour son propre compte et pour une bouchée de pain, une partie des terrains avant que ne soient connues les décisions d'expropriation et d'indemnisation.

Au Conseil d'administration de la SEMAH, on trouve d'un côté six représentants de la ville de Paris (dont le PS Dayan), de l'autre six représentants de l'État. On ne doit pas s'y ennuyer et on comprend mieux les difficultés de la SEMAH à élaborer une opération équilibrée.



Ce à quoi on n'a pas échappé, la centrale de climatisation : une façade de 1 500 m² de béton.

En quelques chiffres

Les bavures de l'austérité

La SEMAH annonce officiellement un déficit de 33 milliards (d'anciens) francs, déjà comblé en presque totalité par des subventions de l'État et de la Ville de Paris, c'est-à-dire par les contribuables. Rien moins que 40% du budget total de l'opération. Mais la réalité est sûrement bien au-dessus. De La Malène, bien placé pour être au courant, annonçait il y a un an, que les Halles coûteraient à la ville de Paris 60 milliards (d'anciens) francs. C'est le coût de 2 500 logements HLM, le prix de 15 ans de batailles politicardes autour du projet !

Qui va empocher ces subventions ? D'abord les quelques douzaines d'architectes qui se sont penchés, à un moment où à un autre, sur l'étude. Aucun de leurs projets n'a jamais été réalisé, mais ces messieurs ont eu des frais et ils se partageront 400 millions (d'anciens) francs.

Une goutte d'eau par rapport aux 6,7 milliards d'anciens francs qu'a déjà empochés la SEFRI, la société responsable du projet du CFCI, écarté par Giscard. Et aux huit milliards que doit toucher la SERETE (émanation du Crédit Lyonnais), promoteur du Forum commercial. Le Forum n'a pourtant pas été arrêté, il est même presque terminé, mais la SERETE évalue à ce prix le «préjudice» causé par la disparition du CFCI ! On ne connaît pas encore le montant des indemnités réclamées par la RIVP (émanation de la ville de Paris et de Paribas), promoteur de feu l'immeuble Bofill, vraisemblablement de l'ordre du milliard d'anciens francs.

3 morts, 17 blessés dans l'incendie d'un hôtel de l'îlot Chalon (Paris 12^e)

UN SENTIMENT PROFOND D'INSECURITE

● Un drap noué à la balustrade d'une fenêtre du premier étage dans le vide. Des carreaux cassés ont explosé sous l'effet de la chaleur intense. Une façade noircie d'une fenêtre de mansarde, une fumée noire qui s'échappe encore. Des ressorts, des bouts de bois, de fer, quelques ustensiles noircis ; sur le trottoir du 22 rue de Chalon, s'étale un tas de gravats et de débris brûlés, des restes de matelas jetés en hâte pour amortir le choc des fuyards ou pour préserver des modestes biens de l'incendie... Sur les trottoirs de la rue de Chalon, une rue étroite du 12^e arrondissement, qui longe la gare de Lyon, des travailleurs immigrés, attroupés, regardent et commentent le triste spectacle qu'offrent depuis le matin, l'hôtel de la Boule d'Or dévasté par un incendie particulièrement meurtrier.

Mardi 16 janvier. Il est près de sept heures du matin lorsque le feu prend dans une chambre du troisième étage. Un feu dont l'origine n'est pas encore connue : court-circuit, chauffage d'appoint, imprudence, on ne sait pas. Ce qui n'empêche pas une des logeuses responsables de l'hôtel de laisser entendre qu'il pourrait s'agir aussi bien d'un acte de folie : « C'est un Sénégalais qui occupait la chambre. Il est au commissariat. Il a dit : « Oui, j'ai mis le feu, mais c'est quelque chose qui peut arriver à n'importe qui ! ». Du côté de la police, c'est encore le silence. Le feu va ravager l'hôtel

rapidement et bientôt ce sont les trois étages supérieurs de l'immeuble qui sont la proie des flammes. Une énorme flamme avivée par le courant d'air de la cage d'escalier, s'y engouffre et embrase un par un les étages supérieurs jusqu'au sixième. Les travailleurs immigrés réveillés en panique tentent de fuir : impossible de traverser le barrage de feu. Ceux qui ont ouvert leurs portes pour fuir voient le feu s'engouffrer dans la pièce. Certains sautent par la fenêtre, hurlant de terreur. L'un d'entre eux y laissera la vie ; le crâne fendu littéralement sur l'arête du trottoir. Deux autres gra-



Devant l'hôtel incendié les travailleurs s'attroupent. Un drap attaché à une fenêtre pend encore dans le vide.

vement blessés sont dans un état critique et l'un d'entre eux décédé après une brève agonie. Une troisième victime est à dénombrer : c'est un locataire retrouvé carbonisé au sixième étage. A 7 H 45 le feu est enfin vaincu par les pompiers. On dénombre en tout 3 morts et 18 blessés dont quelques uns graves, brûlés ou intoxiqués par la fumée. La logeuse affirme que l'alarme a été donnée rapidement. Ce qui reste à vérifier. Et si c'est le cas, comment les locataires auraient-ils pu fuir alors qu'il n'y a même pas d'escalier de secours en cas d'incendie ? Ce qui n'empêchait pas du reste de prélever des loyers élevés...

Dans la rue de Chalon endeuillée, les gens s'interrogent sur l'origine de l'incendie, mais ils sont surtout frappés par la rapidité de son extension. Dans ce quartier vétuste, aux immeubles anciens, n'offrant aucune sécurité, ce qui s'est passé à l'hôtel de la Boule d'Or n'a fait que renforcer le sentiment profond d'insécurité qui est celui de milliers de travailleurs qui habitent l'îlot Chalon. Des travailleurs dont la vie est une lutte permanente contre de multiples difficultés : bas salaires, mauvaises conditions de travail et de logement, loyers chers, intimidations policières et la menace de chômage synonyme d'expulsion. La police n'a même pas réussi à identifier encore toutes les victimes, mortes ou brûlées à peine sorties de leur sommeil.

« L'enquête est ouverte ». Qu'elle arrête ses conclusions à la responsabilité d'un réchaud ou d'une cigarette mal éteinte, elle taira l'essentiel, c'est-à-dire la longue chaîne d'exploitation et de misère qui a abouti, le 16 janvier 1979, au drame.

Pierre PUJOL

L'ILOT CHALON ET LES PROJETS DE LA SNCF

Le quartier de la rue de Chalon, à proximité de la gare de Lyon et des grandes tours de bureaux qui se dressent rue de Bercy, est constitué de très vieux logements que la compagnie de Rotschild avait fait bâtir au siècle dernier pour les ouvriers chinois qui construisaient les voies ferrées du réseau Paris-Lyon.

Maintenant, l'îlot Chalon fait partie d'un terrain de 195 hectares qui appartient à la SNCF (un des plus gros propriétaires fonciers de Paris). Depuis plus d'une dizaine d'années, la SNCF songe à rentabiliser ces terrains si bien situés, à côté d'une gare, pas loin du cœur de Paris. Dans les projets d'urbanisme, il est prévu d'y construire des hôtels de grand standing, et des tours-bureaux qui pourront abriter les sièges sociaux de sociétés multinationales, comme celles qui s'élèvent déjà rue de Bercy. Ce projet d'urbanisme démentiel est censé contribuer à rééquilibrer la région parisienne, en créant dans les quartiers Est de Paris l'équivalent de la Défense à l'Ouest.

Mais le développement de la crise a freiné ces projets. Périodiquement, les habitants de l'îlot Chalon entendent de nouveau parler de destruction de leur immeuble. Où iront-ils se loger ? La SNCF en a déjà relogé certains dans des HLM en banlieue. Mais beaucoup des habitants de l'îlot ont des revenus modestes, et ne pourront pas payer un loyer de

HLM, à moins d'aller en très lointaine banlieue. Certains attendent depuis dix ans un relogement. S'ils restent ici, malgré la vétusté des logements, c'est en raison de leur bon-marché.

En attendant, la SNCF tire prétexte de ses projets de rénovation pour laisser se dégrader les conditions

de logement dans les immeubles qui lui appartiennent. Aucune réparation n'est faite. La voirie est négligée. Peut-être espère-t-elle ainsi faire fuir progressivement les habitants, et n'avoir ainsi plus de problème de relogement quand elle voudra tout ras-

Paul GAUVIN

Dans les hôtels de l'îlot Chalon

On ne connaît pas encore la cause exacte de l'incendie qui a ravagé, mardi l'hôtel de la Boule d'Or, rue de Chalon (Paris 12^e).

Mais bien des causes d'accident sont réunies dans les hôtels vétustes de ce quartier.

En raison de l'absence de chauffage, en cette saison, les résidents sont contraints d'avoir recours à des chauffages d'appoint, souvent des installations de fortune.

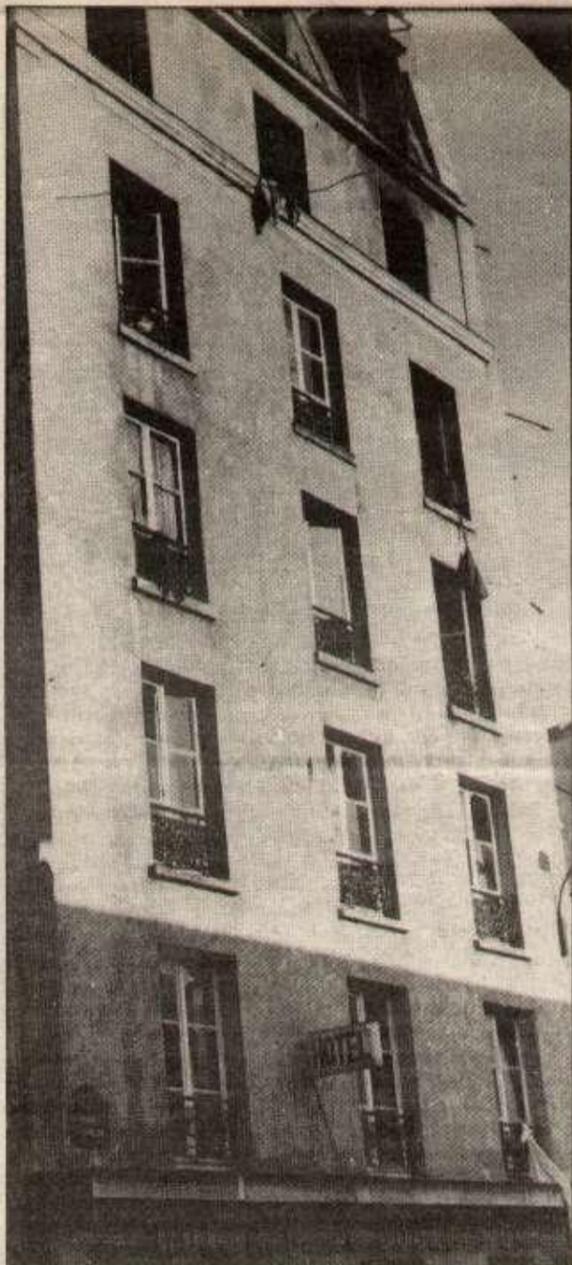
D'autre part, ces bâtiments de cinq ou six étages ne possèdent pour toute issue qu'un étroit escalier de bois, mal éclairé.

Les travailleurs qui habitent ces logements sont souvent des Africains (Sénégalais surtout), généralement employés par la SNCF ou des entreprises sous-traitantes, dans les gares de Lyon ou d'Austerlitz. Ils viennent habiter dans de semblables hôtels parce qu'ils ne peuvent payer le loyer d'un foyer, ou qu'ils n'en acceptent pas le règlement intérieur qui en fait des « foyers prisons ». Ils y restent souvent des années, avant de pouvoir trouver à se loger ailleurs.

Ils y sont logés dans de mauvaises conditions d'hygiène : pas d'eau chaude, pas de douche, un WC par étage. Ils disposent parfois d'un simple « coin-cuisine » : une petite cuisinière et un lavabo dans un coin de la chambre. Il y a rarement quelqu'un pour faire le ménage.

Et pour ces chambres insalubres, ils doivent verser un loyer mensuel qui dépasse le plus souvent 600 F. Ils payent de la main à la main à un intermédiaire, et ne connaissent pas le patron de l'hôtel. Ils ne reçoivent toujours pas de quittance.

P. G.



En quelques minutes les trois étages supérieurs brulaient. Plusieurs locataires s'élancent de cette hauteur dans le vide.